

IL N'Y A PAS DE HASARD, RIEN A ATTENDRE DE LÀ-HAUT!...

Lorsque les partis politiques et les syndicats n'ont pas la mainmise sur le déroulement des luttes, disons qu'ils sont débordés par l'ampleur que prennent les manifestations, ils mettent tout en œuvre pour saboter le mouvement et faire en sorte qu'il s'étiolle.

C'est ce qui se passe actuellement avec la lutte que mène le peuple pour refuser la loi mortifère sur les retraites que le gouvernement a fait passer en force (49-3). Depuis maintenant quatre mois, le peuple et les travailleurs sont dans la rue pour protester, refuser et exiger le retrait de cette loi. Au fil des manifestations les cortèges grossissent et fédèrent (les jeunes, les lycéens, les étudiants, les chômeurs, les travailleurs de l'industrie, du service public: cheminots, hospitaliers, fonctionnaires, retraités, personnes qui ont manifesté pour la première fois...). On peut dire sans se tromper que ce sont plusieurs millions de personnes qui disent NON! Cette loi fait l'unanimité contre elle et les sondages viennent renforcer ce mécontentement puisque 90% des français soutiennent cette lutte. Et ça mon colon, cela ne plaît pas ni aux boutiquiers syndicaux ni aux politicards. Ils voient d'un mauvais œil leur pouvoir s'amoindrir. Ils ne maîtrisent pas, ou mal, les manifestations. Comme on dit, ils prennent le train en marche ou descendent de leur vélo pour se regarder pédaler!

C'est pourquoi ils s'ingénient à mettre tout en œuvre pour saper le mouvement contestataire qui vient d'en bas.

Leur but n'est pas de combattre le système capitaliste qui est la source de tous nos maux mais de l'adapter. Et pour cela, les boutiquiers syndicaux se font les alliés objectifs des partis politiques qui eux n'aspirent qu'à une chose, prendre le pouvoir.

ÊTRE CALIFE À LA PLACE DU CALIFE

Et quoi de mieux que de s'appuyer sur le peuple mais, pour cela, il faut maîtriser ses «*débordements*» et les «*canaliser*», c'est à cela que s'emploient les boutiquiers syndicaux. Et ce, au nom de l'unité syndicale, pour disent-ils une plus grande efficacité. C'est vrai qu'ils mettent une «*ardeur unitaire*» à mener le mouvement dans l'impasse.

C'est ainsi que la décision qu'ils ont prise le 13 avril 2023 après la dernière grande manifestation du 12 avril, de programmer la prochaine manifestation le 1^{er} mai (soit 18 jours plus tard) est le début du renoncement. Ils tablent sur l'épuisement du peuple. Tout comme le gouvernement qui espère la lassitude et le fatalisme du peuple.

IL N'Y A PAS DE HASARD

Et maintenant, après la manifestation du 1^{er} mai, ne viennent-ils pas de décider en intersyndicale, le 2 mai, de programmer une manifestation le 6 juin (soit 36 jours plus tard!).

Pourquoi ne pas battre le fer tant qu'il est chaud, appeler à la grève générale et occuper la rue, pratiquer le harcèlement de rue jusqu'à ce que nous soyons débarrassés de ces encombrants.

Eh bien non, tous ces tarés craignent que le peuple ne prenne son destin en mains sans ces autoproclamés guides.

SOUVENONS-NOUS, ET SOYONS VIGILANTS, IL Y A 87 ANS QUASIMENT JOUR POUR JOUR!

Lors des grandes grèves de 1936, suite aux accords de Matignon des 7 et 8 juin, le mouvement était en

plein essor et se poursuivait depuis plusieurs jours alors que les accords étaient signés. Certes, les avancées ne furent pas négligeables: la création des conventions collectives, l'obtention de la semaine de 40 heures, de 13 jours de congés payés plus 2 jours de repos en fin de semaine... Alors pourquoi s'arrêter en si bon chemin?

Que les travailleurs continuent la grève, c'était insupportable pour le *Parti communiste français*, inféodé à Moscou et autoproclamé «*le parti des travailleurs*».

COMMENT? LA CLASSE OUVRIÈRE OSAIT DÉSOBÉIR, DÉFIER L'AUTORITÉ!

Le *Parti communiste* avait pour ambition d'accéder au pouvoir, au plus haut sommet de l'État. C'est dans ce contexte que le chef stalinien Maurice Thorez déclara, le 12 juin 1936: «*Il faut savoir terminer une grève!*». Par ces propos qui niaient la lutte des classes, il portait un coup fatal à la possibilité de transformation profonde la société.

C'était évident qu'il ne supportait pas de voir son autorité et son objectif d'accéder au pouvoir remis en cause par les travailleurs. Par contre, se servir des luttes des travailleurs pour y accéder, cela ne le gênait pas. Il lui fallait pour cela une classe ouvrière obéissante et aux ordres.

PLUS PRÈS DE NOUS, LES ÉVÉNEMENTS DE MAI 68 ET LES GRANDES GRÈVES

Tout comme en 1936, ces événements accompagnés de grandes grèves avaient débouché le 27 mai 1968 sur les accords de Grenelle. Le peuple et les travailleurs avaient obtenu des avancées significatives (augmentation des salaires, des petites retraites (déjà), la reconnaissance de la section syndicale, réduction du temps de travail...).

Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., était allé à Billancourt et avait présenté ces accords aux travailleurs de chez Renault, comme une grande victoire. Concrètement, il fallait cesser la grève et les manifestations. Il s'est fait huer. Car les travailleurs voulaient continuer la lutte, prendre leur destin en mains et instaurer une autre société, une société au sein de laquelle ils seraient partie prenante, sans les politicards, sans les boutiquiers syndicaux où ils s'approprieraient les moyens de production (sans le grand patronat).

Sous la pression des travailleurs, le *Parti communiste français* et sa courroie de transmission, la C.G.T., organisent, le 29 mai, une manifestation qui rassemblera plus de 500.000 personnes avec comme mot d'ordre «*le gouvernement populaire*», alors que le peuple et les travailleurs refusaient l'idée de gouvernement, symbole de «*l'oppression*».

Le lendemain de cette grande manifestation, de Gaulle annonce la dissolution de l'*Assemblée nationale* et la tenue de nouvelles élections, en juin. Encore une fois, les travailleurs étaient trahis par le *Parti communiste* et lâchés par la C.G.T.. A chaque grand mouvement qui part de la base et qui échappe aux politicards et aux boutiquiers syndicaux, ces derniers s'ingénient à casser cet élan révolutionnaire.

LES RÉVOLUTIONS INACHEVÉES

En 1936, c'est le P.C.F. qui appelle à «*savoir terminer une grève*» et dénonce les anarchistes comme des fauteurs de troubles et les responsables du chaos! En 1968, c'est la C.G.T. qui appelle à la reprise du travail contre la volonté des travailleurs. En 2023, c'est l'ensemble des syndicats qui s'emploie à dévoyer la lutte en espaçant la date des manifestations (au nom de l'unité syndicale) et qui préconise «*une pause*».

Ils sont favorables à une rencontre avec le gouvernement de Madame Borne. Alors que, jusqu'à présent, ce dernier les a ignorés et a dit «*niet*» aux revendications. Ils - C.F.D.T., C.G.T., F.O., C.F.E.-C.G.C. et C.F.T.C. - vont s'y rendre en rang d'oignons à cet enterrement de première classe les 16 et 17 mai !

Justhom.